



COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

QUESTIONS DE 175 À 222

Deuxième groupe d'opposition



TABLE DES MATIÈRES

Question 175	Bilan des changements depuis la création de l'Agence	1
Question 176	Bilan du plan de lutte contre l'évasion fiscale	3
Question 177	Nombre de cadres.....	5
Question 178	Nombre d'ETC et prévisions	7
Question 179	Nombre d'employés affectés à la vérification, la perception fiscale et la récupération fiscale.....	9
Question 180	Prévisions d'embauche par catégories d'employés	11
Question 181	Nombre d'employés affectés à la perception de la TVQ et la TPS	13
Question 182	Montant versé par le gouvernement fédéral pour la perception et l'administration de la TPS	15
Question 183	Montant versé par le gouvernement du Québec pour la perception de la TVQ.....	17
Question 184	Montant prévu par le gouvernement du Québec pour la perception de la TVQ.....	19
Question 185	Contrebande de tabac.....	21
Question 186	Ventilation des amendes pour la lutte contre le travail au noir, le commerce illicite et les crimes économiques.....	23
Question 187	Nombre d'inspections faites dans le milieu de la restauration	25
Question 188	Montant des amendes distribuées dans le milieu de la restauration.....	27
Question 189	Nombre d'employés attirés à l'évasion fiscale dans le milieu de la restauration	29
Question 190	Nombre d'employés attirés aux nouvelles mesures d'attestation	31
Question 191	Nombre d'employés attirés aux nouvelles mesures d'attestation dans l'industrie de la construction, de la restauration et agences de placement	33
Question 192	Taux d'absentéisme	35
Question 193	Plan d'embauche pour contrer l'évasion fiscale	37
Question 194	Coût et durée de formation d'un nouveau professionnel au mandat de lutte contre l'évasion fiscale	39
Question 195	Nouveaux enquêteurs dans le mandat de lutte contre l'évasion fiscale.....	41
Question 196	Évolution du nombre de dossiers faisant l'objet d'une contestation	43
Question 197	Pourcentage des décisions maintenues face aux contestations.....	45
Question 198	Total des sommes récupérées par l'utilisation de l'indice de richesse	47
Question 199	Vérificateurs fiscaux	49
Question 200	Bilan global du module d'enregistrement des ventes depuis son implantation.....	51
Question 201	Évolution du nombre d'inspecteurs	53
Question 202	Critères de performance des employés de Revenu Québec	55
Question 203	Politique salariale de 2016-2017.....	57
Question 204	Nombre de déclarations de revenus obtenues par Internet	59
Question 205	Montant investi pour le développement des services électroniques	61
Question 206	Pourcentage des déclarations des particuliers traitées dans un délai de 14 jours	63
Question 207	Cibles et taux d'atteinte pour chacun des engagements ministériels.....	65
Question 208	Taux de roulement du personnel.....	71
Question 209	Nombre de contribuables ayant touché des crédits d'impôt	73

AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

TABLE DES MATIÈRES

Question 210	Nombre et valeur des crédits d'impôt remboursable pour l'achat ou la location d'un véhicule neuf écoénergétique	75
Question 211	Délai moyen pour le traitement d'un dossier de pension alimentaire	77
Question 212	Dossiers de pension alimentaire pour lesquels les sommes sont versées à temps et au complet.....	79
Question 213	Évolution des effectifs affectés à la perception de la pension alimentaire	81
Question 214	Délai moyen pour les déclarations d'immatriculation et pour les constitutions LSA	83
Question 215	Nombre et nature des plaintes reçues par mois	85
Question 216	Planifications fiscales abusives	87
Question 217	Comité ACCES construction	89
Question 218	Nombre total de chercheurs qui bénéficient du congé fiscal pour chercheur étranger et montant déboursé	91
Question 219	Nombre de corporations religieuses inscrites au Registraire des entreprises	93
Question 220	Liste et détail des corporations religieuses inscrites au registre des entreprises	95
Question 221	Nombre de familles ayant un revenu familial net de 50 000 \$ et plus	97
Question 222	Impact fiscal de l'incorporation des médecins et nombre de médecins incorporés	99
Question supplémentaire adressée au ministère des Finances du Québec		101
Question supplémentaire adressée au ministère de la Santé et des Services sociaux		105
Question supplémentaire adressée au ministère de la Santé et des Services sociaux		107
Question supplémentaire adressée au Centre de services partagés du Québec		109



QUESTION 175

Bilan des changements depuis la création de l'Agence du revenu en incluant les économies récurrentes et non récurrentes.

RÉPONSE

Cette question ne relève pas de l'exercice de l'Étude des crédits.



QUESTION 176

Bilan du plan de lutte à l'évasion fiscale pour le travail au noir dans la construction, le commerce illicite du tabac et les crimes économiques et financiers depuis 2005. Indiquer les objectifs fixés, les critères d'évaluation et les moyens mis en place pour atteindre les objectifs.

RÉPONSE

Les résultats dans les différents secteurs sont illustrés dans le tableau suivant.

LUTTE À L'ÉVASION FISCALE (EN M\$)		
	2015-2016	2016-2017 (28 février)
Construction	330,0	261,5
Tabac		
Tabac récupération fiscale	3,9	0,0
Tabac valeur des saisies	10,7	11,6
Tabac amendes ²	40,9	29,7
Sous-total tabac	55,5	41,3
Crimes économiques et financiers (ACCEF)	1,8	1,1
Total	387,3	303,9

¹ La valeur des saisies en tabac est pour la période du 1^{er} avril 2016 au 31 décembre 2016.

² . À compter de 2013-2014, les montants incluent, en plus de l'amende, les frais et la contribution. De plus, la méthode de calcul des amendes a été modifiée au cours de cet exercice afin de présenter les résultats de toutes les activités pénales de Revenu Québec.

³ Le montant de 1,1 M\$ relié aux crimes économiques et financiers est pour la période du 1^{er} avril 2016 au 31 décembre 2016.



QUESTION 177

Nombre de cadres au ministère et pourcentage par rapport au nombre total d'employés.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 12.



QUESTION 178

Nombre d'ETC en 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et prévision pour 2017-2018.

Prévisions de départ à la retraite et plan de remplacement.

RÉPONSE

	2016-2017 (Prévision)	2017-2018 (Prévision)
Effectifs totaux en ETC	10 981	10 820

Revenu Québec prévoit 356 départs pour 2017-2018. Le remplacement de l’effectif se fera en cohérence avec les besoins de l’organisation.



QUESTION 179

Nombre et pourcentage d'employés en 2015-2016 et en 2016-2017 affecté à :

- La vérification;
- À la perception fiscale;
- À la récupération fiscale.

Indiquer pour chacun les objectifs de performance et les critères d'évaluation

RÉPONSE

L'effectif de Revenu Québec inclut l'effectif du programme de gestion de la TPS.

	EFFECTIF (en ETC) 2015-2016	POURCENTAGE 2015-2016	EFFECTIF (en ETC) 2016-2017 ¹	POURCENTAGE 2016-2017 ¹
Revenu Québec	11 085	100 %	10 981	100 %
Vérification	3 256	29,4 %	3 165	28,8 %
Perception fiscale	1 212	10,9 %	1 209	11,0 %
Récupération fiscale	4 103	37,0 %	4 069	37,0 %

¹ Prévission.



QUESTION 180

Prévisions d'embauche et les augmentations salariales ventilées par catégorie d'employés pour 2017-2018 et 2018-2019.

RÉPONSE

L'augmentation de la masse salariale est en fonction du corps d'emploi des employés embauchés, des échelles salariales associées ainsi que des hausses prévues aux conventions collectives. Ces informations sont publiques.



QUESTION 181

Nombre d'employés affectés à la perception de la TVQ et de la TPS pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 37.



QUESTION 182

Montant versé par le gouvernement fédéral pour la perception et l'administration de la TPS pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 38.



QUESTION 183

Montant consacré par le gouvernement du Québec pour la perception de la TVQ en 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 39.



QUESTION 184

Montant prévu par le gouvernement du Québec pour la perception de la TVQ en 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020.

RÉPONSE

Le montant annuel prévu par le gouvernement du Québec pour la perception de la TVQ et autres taxes du Québec est estimé à 193,2 M\$.

**QUESTION 185**

Concernant la contrebande de tabac en 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, indiquez :

- le nombre de personnes attitrées à la lutte contre la contrebande de tabac;
- le nombre de saisies de produits de contrebande ainsi que la valeur des saisies;
- le nombre d'inspections pour le contrôle de la contrebande;
- le nombre et le montant des amendes distribuées pour la lutte contre la contrebande.

Ventiler par région administrative. Évolution des totaux de chacun des points depuis 2005.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier «Renseignements particuliers – Opposition officielle» sous la question 55.



QUESTION 186

Ventilation des amendes envoyées pour la lutte contre le travail au noir, la lutte contre le commerce illicite et la lutte contre les crimes économiques depuis 2005 par année. Pour chacune de ces catégories, ventilation par année des montants récupérés et par région. Indiquer les moyens mis en place pour chaque catégorie et les critères d'évaluation de celles-ci.

RÉPONSE

ACTIVITÉ ²	AMENDES ¹ (EN M\$)	
	2015-2016	2016-2017 ³
Enquêtes sur les fraudes fiscales	4,1	4,5
Inspections dans les secteurs de la restauration et des bars ⁴	1,1	0,5
Inspections dans le secteur du tabac (Revenu Québec et corps policiers)	40,6	29,7
Inspections dans le secteur du carburant (Revenu Québec et Société de l'assurance automobile du Québec)	0,5	0,2
Demandes péremptoires	0,7	0,2
Non-production de déclarations de revenus des particuliers	1,6	1,1
Autres activités de contrôle	0,0	0,0
TOTAL AMENDES	48,6	36,2

¹⁻ De 2009 à 2013, les amendes sont ventilées entre les activités d'enquête et d'inspection. À compter de 2014, la méthode de calcul des amendes a été modifiée afin de présenter les résultats de toutes les activités pénales de Revenu Québec.

²⁻ La présentation des résultats a été modifiée pour être comparable à celle adoptée au rapport annuel de gestion de Revenu Québec.

³⁻ Résultats au 28 février 2017.

⁴⁻ Les résultats 2016-2017 incluent également des amendes relatives au secteur des bars.



QUESTION 187

Nombre d'inspections faites dans le milieu de la restauration pour la problématique de l'évasion fiscale en 2016-2017. Évolution depuis 2005.

RÉPONSE

EXERCICE FINANCIER	RESTAURATION
2015-2016	10 182
2016-2017 ¹	7 164

¹ Information au 28 février 2017.



QUESTION 188

Montant des amendes distribuées dans le milieu de la restauration pour la problématique de l'évasion fiscale en 2016-2017. Évolution depuis 2005.

RÉPONSE

EXERCICE FINANCIER	AMENDES DANS LE SECTEUR DE LA RESTAURATION		
	INSPECTION	FRAUDE FISCALE	TOTALES
2015-2016	1,2 M\$	1,1 M\$	2,3 M\$
2016-2017 (au 28 février 2017)	0,4 M\$	0,2 M\$	0,6 M\$

**QUESTION 189**

Nombre d'employés au sein de Revenu Québec attitrés à l'évasion fiscale dans le milieu de la restauration en 2016-2017. Évolution depuis 2005.

RÉPONSE

Puisque le nombre de personnes affectées à la lutte contre l'évasion fiscale dans le milieu de la restauration découle de la stratégie d'intervention, cette information ne peut être rendue disponible compte tenu du caractère public des documents relatifs à l'étude des crédits de Revenu Québec.



QUESTION 190

Nombre d'employés au sein de Revenu Québec attirés aux nouvelles mesures d'attestation de l'évasion fiscale dans le milieu de la restauration en 2016-2017. Évolution depuis 2005.

RÉPONSE

Il n'y a aucune mesure d'attestation de l'évasion fiscale dans le milieu de la restauration en 2016-2017.

**QUESTION 191**

Nombre d'employés estimés au sein de Revenu Québec qui seront attirés aux nouvelles mesures d'attestation de Revenu Québec portant sur les industries de la construction, de la restauration et des agences de placement pour les années 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020.

RÉPONSE

Pour l'année 2017-2018 et les suivantes, 39 employés seront attirés aux mesures relatives à l'attestation de Revenu Québec appliquée aux contrats privés de travaux de construction et aux agences de placement.

Les nouvelles mesures sont entrées en vigueur :

- le 1^{er} février 2016 : délivrance de l'attestation;
- le 1^{er} mars 2016 : obligations pour les contrats conclus après le 29 février 2016.



QUESTION 192

Taux d'absentéisme en 2016-2017 pour les employés du ministère du Revenu, avec ventilation en fonction des postes occupés et des motifs de l'absence. Évolution depuis 2005.

RÉPONSE

La réponse à cette question se retrouve à la question 15 (tableau 2) des demandes de renseignements généraux.

**QUESTION 193**

Prévisions d'ajouts d'employés professionnels en vue de remplir le mandat d'intensification des efforts pour contrer l'évasion fiscale :

- a) Plan d'embauche;
- b) Prévision du nombre d'embauches par année, jusqu'en 2017-2018;
- c) Nombre de professionnels présentement affectés à l'évasion fiscale;
- d) Nombre d'embauche annuelle depuis 2006.

RÉPONSE

Il n'y a eu aucun ajout d'ETC lié à l'intensification des efforts pour contrer l'évasion fiscale pour 2016-2017 et 2017-2018.



QUESTION 194

Le coût et la durée de la formation d'un nouveau professionnel affecté au mandat de lutte contre l'évasion fiscale.

RÉPONSE

Cette question ne relève pas de l'exercice de l'Étude des crédits.



QUESTION 195

Nombre de nouveaux enquêteurs engagés par le ministère ou tout organisme qui en relève en 2015-2016 et 2016-2017, et ventilé par mandat.

RÉPONSE

Aucun nouveau poste d'enquêteur n'a été octroyé au cours de 2015-2016 et 2016-2017.



QUESTION 196

Évolution depuis 2005 du nombre de dossiers qui ont fait l'objet d'une contestation ainsi que l'évolution des coûts relatifs à ces oppositions. Ventilation par année.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 13.



QUESTION 197

Pourcentage des décisions maintenues face aux contestations ainsi que le délai de traitement moyen.
Ventilation par année depuis 2005.

RÉPONSE

EXERCICE FINANCIER	POURCENTAGE DES DÉCISIONS MAINTENUES
2015-2016	61,3 %
2016-2017 (au 28 février 2017)	56,7 %

Délai de traitement

EXERCICE FINANCIER	DÉCISIONS EN 6 MOIS OU MOINS	DÉCISIONS EN 12 MOIS OU MOINS
2015-2016	77,3 %	90,2 %
2016-2017 (au 28 février 2017)	78,4 %	89,0 %



QUESTION 198

Total des sommes récupérées par l'utilisation de l'indice de richesse versus les coûts relatifs à cette utilisation.

RÉPONSE

RÉSULTATS CUMULATIFS		
EXERCICE FINANCIER	MONTANT	ETC
2015-2016	27,4 M\$	83,2
2016-2017 ¹	9,8 M\$	74,7

¹ Les résultats visent la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.



QUESTION 199

Concernant les vérificateurs fiscaux, pour 2015-2016 et 2016-2017 :

- a) Nombre d'embauches;
- b) Nombre d'heures moyen de formation;
- c) Nombre de départs (ventilé par raison du départ);
- d) Nombre d’années d'expérience dans le domaine.

RÉPONSE

- a) Du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017, 62 nouveaux vérificateurs fiscaux¹ ont été embauchés comparativement à 116 en 2015-2016.
- b) Le nombre de jours moyen de formation² par vérificateur fiscal est passé de 6,3 jours en 2015 à 5,2 jours en 2016.
- c) Départs des vérificateurs fiscaux pour 2016-2017 chez le personnel régulier

ANNÉE FINANCIÈRE	RETRAITE	DÉMISSION	DÉCÈS	MUTATION	CONGÉDIEMENT ³	TOTAL
2016-2017 au 28 février 2017	54	28	1	4	7	94
2015-2016	71	27	0	2	8	108

- d) Revenu Québec n’est pas en mesure d’indiquer le nombre d’années d’expérience dans le domaine pour les vérificateurs fiscaux.

¹ Agents de la gestion financière (103) et techniciens en vérification fiscale (206) travaillant dans des unités de vérification.

² Données colligées par année civile.

³ Inclut les congédiements administratifs et les congédiements disciplinaires.



QUESTION 200

Bilan global du projet « module d'enregistrement des ventes » depuis son implantation.

RÉPONSE

Cette question ne relève pas de l'exercice de l'Étude des crédits.



QUESTION 201

Évolution du nombre d'inspecteurs à l'Agence et de la masse salariale s'y rattachant depuis l'année financière 2007-2008.

RÉPONSE

EXERCICE FINANCIER	ETC	MASSE SALARIALE
2015-2016	76,61	3 580 741 \$
2016-2017 (au 28 février 2017)	68,31	3 502 486 \$



QUESTION 202

Fournir les critères de performance ou objectifs de rendement chiffrés que les employés du ministère du Revenu doivent atteindre, par catégorie d'emploi, par ancienneté, et par région. Spécifier tout changement à ces critères ou objectifs avec la création de l'Agence du revenu.

RÉPONSE

Cette question ne relève pas de l'exercice de l'Étude des crédits.



QUESTION 203

Copie de la politique salariale de 2016-2017.

RÉPONSE

Pour l'ensemble du personnel (cadres, CGRH, avocats et notaires, professionnels, fonctionnaires et ouvriers), le cadre de référence pour la détermination de la politique salariale 2015-2016 demeure le même que celui de la fonction publique.



QUESTION 204

Nombre de déclarations de revenus obtenues par Internet ou pourcentage.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 18.



QUESTION 205

Montant investi pour le développement des services électroniques en 2015-2016 et 2016-2017.

RÉPONSE

Le tableau suivant présente les données au 28 février 2017 de l'année 2016-2017 et les données au 31 mars 2016 de l'année 2015-2016.

SERVICES	2015-2016 (en k\$)	2016-2017 (en k\$)
Amélioration des interfaces pour le support des appareils mobiles	4,2	74,9
Architecture orientée services (AOS) - Fondation	15,3	-
Attestation de Revenu Québec bonifiée (suite Discours sur le budget 2013)	1 310,3	-
Authentification du citoyen - Fédération de justificatifs d'identité	-	1,7
Changement de gestionnaire de contenu Web	17,3	139,2
Console de gestion intégrée	386,8	-
Fonction Intégrée de Paiement Électronique - volet 2	52,7	847,3
Gestion des procurations – Architecture et réalisation	97,7	-
Gestion numérique de l'information (GNI)	-	8,0
Intégration des activités du Registraire des entreprises au MTESS (IAREM)	-	6,3
Intégration des journalisations de la DVIEE dans Oracle	44,1	-
Migration du portail Mon dossier Citoyen vers la PES 2.0 (MIGCI)	-	33,6
Mise en place d'un environnement Pré-production	1 787,6	-
Modernisation des services d'authentification et de soutien à la PES - Phase 2	706,5	-
Numérisation des documents de mission (GEDM) - Phase 2	105,1	-
Offre de services aux représentants professionnels (OSRP)	472,2	-

AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

SERVICES	2015-2016 (en k\$)	2016-2017 (en k\$)
Offre de services électroniques aux entreprises (OSÉE) - Communiquer électroniquement phase 1	2 218,3	4 627,0
Offre de services électroniques aux entreprises (OSÉE) - Simplification et démarrage d'entreprise	4 568,0	1 894,9
OSÉE - Transiger - Consulter	-	545,3
OSÉE - Transiger - Déclarer	-	160,3
Outil d'assistance à la navigation (ASNA)	-	0,3
Production électronique de la déclaration de revenus optimisée des particuliers (PEDRO)	1 018,2	-
Réclamation en ligne des produits financiers non réclamés	313,3	167,9
Refonte du programme Crédit d'impôt pour solidarité - Discours sur le budget 2015	469,1	226,4
Révision des processus et du système des pensions alimentaires (RPSIPA) -Réalisation - Phase 2	66,4	71,2
Service intégré de changement d'adresse avec Revenu Québec (SICARQ)	-	251,1
Services de remboursement de taxes (SRT)	-	42,3
Solution organisationnelle soutenant la gestion des flux de travail et de cas	6,3	75,6
Système interactif des paiements échelonnés	-	17,1
Traitement élargi de la déclaration de revenus électronique	-	116,1
TOTAL	13 659,4 ¹	9 306,5

¹ Une réévaluation du pourcentage associé à la prestation électronique de services (PES) dans les projets a été effectuée, ce qui requiert des ajustements aux informations communiquées en 2015-2016. Les projets Modernisation de la diffusion massive du registraire des entreprises, Optimisation des services aux clientèles du Registraire – Axe 3 et Outils d’entreprise pour la mise en place de services applicatifs – AOS ont été retiré pour un montant total de 112,3 K\$ et le projet Révision des processus et du système des pensions alimentaires a vu son montant révisé à 66,4 K\$.



QUESTION 206

Pourcentage des déclarations des particuliers traitées dans un délai de 14 jours en 2015-2016 et 2016-2017.

RÉPONSE

EXERCICES	Pourcentage des déclarations de revenus des particuliers reçues par Internet et traitées dans un délai de 14 jours
2015-2016	93,2 %
Entre le 1 ^{er} avril 2016 et le 28 février 2017	91,5 %



QUESTION 207

Cibles et taux d'atteinte pour chacun des engagements ministériel.

RÉPONSE

Les tableaux qui suivent présentent les résultats cumulatifs trimestriels des normes de la DSCE pour l'exercice financier 2016-2017. Il est à noter que, depuis le 1^{er} avril 2013, la *Déclaration de services aux citoyens et aux entreprises* (DSCE) ne comporte plus de cible à atteindre. L'amélioration des services offerts est donc appréciée en fonction de l'évolution des résultats obtenus à l'égard de chaque norme de services.

Par ailleurs, Revenu Québec s'est doté d'un nouveau plan stratégique pour 2016-2020. Renforçant le virage déjà entrepris relativement à l'accompagnement de la clientèle et à la prévention en matière de contrôle fiscal, ce plan présente les engagements de Revenu Québec pour les prochaines années en réponse aux enjeux de la qualité des services, de l'équité, de la mobilisation du personnel et de l'efficience. Les résultats obtenus à l'égard de ces engagements seront présentés dans le Rapport annuel de gestion 2016-2017.

AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

ACCESSIBILITÉ DE NOS SERVICES

1 - Donner suite à votre demande d'information transmise par courriel dans les 2 jours.

MOIS	COURRIELS TRAITÉS	TAUX D'ATTEINTE
Juin	23 952	95,8 %
Septembre	36 936	96,1 %
Décembre	48 671	96,1 %
Mars	59 753 ¹	95,8 % ¹

1. Ce résultat couvre la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.

2 - Répondre à votre appel téléphonique dans les 2 minutes.

MOIS	APPELS ENTRANTS	TAUX D'ATTEINTE
Juin	1 620 179	69,0 %
Septembre	2 659 020	72,7 %
Décembre	3 397 724	74,2 %
Mars	4 032 903 ¹	74,0 % ¹

1. Ce résultat couvre la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.

3 - Donner suite à votre correspondance dans les 35 jours.

MOIS	CORRESPONDANCES TRAITÉES	TAUX D'ATTEINTE
Juin	215 692	72,0 %
Septembre	413 509	68,1 %
Décembre	531 201	72,0 %
Mars	602 346 ¹	74,2 % ¹

1. Ce résultat couvre la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.

IMPÔTS ET TAXES

4 - À la suite de la réception de votre déclaration de revenus des particuliers transmise par voie électronique, délivrer votre avis de cotisation ou transmettre votre remboursement dans les 14 jours.

MOIS	AVIS ÉMIS	TAUX D'ATTEINTE
Juin	3 917 326	91,6 %
Septembre	3 995 668	91,6 %
Décembre	4 017 537	91,6 %
Mars	4 026 388 ¹	91,5 % ¹

1. Ce résultat couvre la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.

AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

- 5 - À la suite de la réception de votre déclaration de revenus des particuliers transmise sur support papier, délivrer votre avis de cotisation ou transmettre votre remboursement dans les 28 jours.

MOIS	AVIS ÉMIS	TAUX D'ATTEINTE
Juin	818 465	89,8 %
Septembre	848 272	90,0 %
Décembre	857 880	90,1 %
Mars	864 373 ¹	90,0 % ¹

1. Ce résultat couvre la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.

- 6 - Attribuer un numéro d'inscription sans délai à votre entreprise lorsque la demande est transmise par voie électronique ou effectuée en personne.

MOIS	DEMANDES TRAITÉES	TAUX D'ATTEINTE
Juin	6 702	100,0 %
Septembre	12 671	100,0 %
Décembre	18 817	100,0 %
Mars	23 800 ¹	100,0 % ¹

1. Ce résultat couvre la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.

- 7 - Attribuer un numéro d'inscription dans les 35 jours à votre entreprise lorsque la demande est transmise sur support papier.

MOIS	DEMANDES TRAITÉES	TAUX D'ATTEINTE
Juin	986	88,7 %
Septembre	1 749	87,1 %
Décembre	2 695	86,1 %
Mars	3 342 ¹	86,1 % ¹

1. Ce résultat couvre la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.

- 8 - À la suite de la réception de votre déclaration de la taxe de vente du Québec transmise par voie électronique, transmettre votre remboursement dans les 25 jours.

MOIS	DEMANDES TRAITÉES	TAUX D'ATTEINTE
Juin	94 971	90,5 %
Septembre	181 274	90,2 %
Décembre	270 968	90,1 %
Mars	339 937 ¹	89,4 % ¹

1. Ce résultat couvre la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.

AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

9 - À la suite de la réception de votre déclaration de la taxe de vente du Québec transmise sur support papier, transmettre votre remboursement dans les 30 jours.

MOIS	DEMANDES TRAITÉES	TAUX D'ATTEINTE
Juin	79 041	90,7 %
Septembre	142 429	91,3 %
Décembre	207 229	91,8 %
Mars	260 128 ¹	92,0 % ¹

1. Ce résultat couvre la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.

10 - À la suite de la réception de votre déclaration de revenus des sociétés qui ne comporte pas de demande de crédit d'impôt, délivrer votre avis de cotisation en 100 jours.

MOIS	COTISATIONS DÉLIVRÉES	TAUX D'ATTEINTE
Juin	94 392	99,1 %
Septembre	200 346	98,2 %
Décembre	284 588	95,6 %
Mars	339 838 ¹	95,5 % ¹

1. Ce résultat couvre la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.

11 - À la suite de la réception de votre déclaration de revenus des sociétés qui comporte une demande de crédit d'impôt, délivrer votre avis de cotisation en 180 jours.

MOIS	COTISATIONS DÉLIVRÉES	TAUX D'ATTEINTE
Juin	4 767	90,4 %
Septembre	10 267	92,1 %
Décembre	14 626	92,1 %
Mars	17 627 ¹	92,6 % ¹

1. Ce résultat couvre la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.

PENSIONS ALIMENTAIRES

12 - Traiter toute nouvelle demande relative à une pension alimentaire à laquelle vous avez droit en vertu d'un jugement dans les 30 jours – Délai moyen.

MOIS	DOSSIERS TRAITÉS	DÉLAI MOYEN
Juin	2 744	22 j
Septembre	5 244	27 j
Décembre	8 149	26 j
Mars	9 910 ¹	27 j ¹

1. Ce résultat couvre la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.

AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

13 - Effectuer une première intervention de recouvrement de votre créance alimentaire lorsque le débiteur refuse de payer la pension alimentaire et les arrérages dus, dans les 20 jours.

MOIS	NOMBRE DE DOSSIERS	TAUX D'ATTEINTE
Juin	1 777	100,0 %
Septembre	3 404	100,0 %
Décembre	5 381	100,0 %
Mars	6 435 ¹	100,0 % ¹

1. Ce résultat couvre la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.

REGISTRAIRE DES ENTREPRISES

14 - Traiter votre demande en ligne de constitution d'une société par actions avec désignation numérique ou nom réservé, accompagnée de l'avis établissant l'adresse du siège et de la liste des administrateurs, dans les 2 jours.

MOIS	DEMANDES TRAITÉES	TAUX D'ATTEINTE
Juin	1 318	99,3 %
Septembre	2 431	99,0 %
Décembre	3 876	99,1 %
Mars	4 658 ¹	99,1 % ¹

1. Ce résultat couvre la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.

15 - Traiter votre demande en ligne de constitution d'une société par actions accompagnée d'une déclaration initiale ou sans réservation de nom, dans les 5 jours.

MOIS	DEMANDES TRAITÉES	TAUX D'ATTEINTE
Juin	7 215	99,8 %
Septembre	13 507	99,8 %
Décembre	20 109	99,8 %
Mars	24 808 ¹	99,5 % ¹

1. Ce résultat couvre la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.

16 - Traiter votre demande en ligne d'immatriculation d'entreprise dans les 5 jours.

MOIS	DEMANDES TRAITÉES	TAUX D'ATTEINTE
Juin	10 667	99,6 %
Septembre	19 628	99,6 %
Décembre	28 191	99,7 %
Mars	35 186 ¹	99,6 % ¹

1. Ce résultat couvre la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.

AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

17 - Traiter votre déclaration en ligne de mise à jour courante dans les 2 jours.

MOIS	DÉCLARATIONS TRAITÉES	TAUX D’ATTEINTE
Juin	42 464	99,6 %
Septembre	78 825	99,5 %
Décembre	118 845	99,5 %
Mars	143 230 ¹	99,5 % ¹

1. Ce résultat couvre la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.

18 - Traiter votre demande de copie de documents ou d’attestation de conformité dans les 3 jours.

MOIS	DEMANDES TRAITÉES	TAUX D’ATTEINTE
Juin	9 405	99,7 %
Septembre	17 841	99,7 %
Décembre	26 950	99,8 %
Mars	33 151 ¹	99,8 % ¹

1. Ce résultat couvre la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.

RECOURS

19 - Vous communiquer notre décision concernant votre opposition à un avis de cotisation dans les 6 mois.

MOIS	NOMBRE DE DOSSIERS	TAUX D’ATTEINTE
Juin	1 702	75,3 %
Septembre	3 899	76,0 %
Décembre	6 778	78,4 %
Mars	8 872 ¹	78,4 % ¹

1. Ce résultat couvre la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.

20 - Donner suite à votre plainte dans les 35 jours.

MOIS	NOMBRE DE PLAINTES	TAUX D’ATTEINTE
Juin	644	92,7 %
Septembre	1 401	92,2 %
Décembre	2 312	92,0 %
Mars	2 635 ¹	91,6 % ¹

1. Ce résultat couvre la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017.



QUESTION 208

Taux de roulement du personnel.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 24.

**QUESTION 209**

Nombre de contribuables ayant touché des crédits d'impôts.

RÉPONSE

Chaque année, le ministère des Finances du Québec (MFQ), en collaboration avec Revenu Québec, publie le coût de l'ensemble des dépenses fiscales. La dernière version du document est disponible sur le site Internet du MFQ à l'adresse suivante :

http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/autres/fr/AUTFR_DepensesFiscales2016.pdf

**QUESTION 210**

Nombre et valeur totale des crédits d'impôt remboursables octroyés pour l'achat ou la location d'un véhicule neuf écoénergétique.

RÉPONSE

Chaque année, le ministère des Finances du Québec (MFQ), en collaboration avec Revenu Québec, publie le coût de l'ensemble des dépenses fiscales. La dernière version du document est disponible sur le site Internet du MFQ à l'adresse suivante :

http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/autres/fr/AUTFR_DepensesFiscales2016.pdf



QUESTION 211

Délai moyen pour le traitement d'un dossier de pension alimentaire.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 33.



QUESTION 212

Dossiers de pension alimentaire pour lesquels les sommes sont versées à temps et au complet.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 35.



QUESTION 213

Évolution des effectifs affectés à la perception de la pension alimentaire par année pour chacune des cinq dernières années.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 36.



QUESTION 214

Délai moyen pour les déclarations d'immatriculation et pour les constitutions Loi sur les sociétés par actions (LSA).

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 40.



QUESTION 215

Nombre et nature des plaintes reçues par mois en 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017.

RÉPONSE

Les tableaux ci-dessous représentent l’ensemble des plaintes reçues au Bureau de la protection des droits de la clientèle de Revenu Québec pour la période du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2017.

Exercice 2016-2017 (au 28 février)

Plaintes ¹	Avril 2016	Mai 2016	Juin 2016	Juil. 2016	Août 2016	Sept. 2016	Oct. 2016	Nov. 2016	Déc. 2016	Jan. 2017	Fév. 2017	Total
Traitement de dossier	212	284	197	169	159	110	119	144	100	118	113	1 725
Délais de traitement	34	56	43	33	28	40	38	20	13	23	14	342
Qualité des services	41	37	31	26	17	21	20	12	6	22	37	270
Relations avec la clientèle	19	13	9	9	12	17	10	6	6	11	12	124
Confidentialité	13	11	8	13	3	6	5	6	5	3	13	86
Accessibilité	13	103	12	5	1	3	4	2	2	1	6	152
Autres	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1
Total	332	504	300	256	220	197	196	190	132	178	195	2 700

¹ Une plainte est l’expression, verbale ou écrite, d’une insatisfaction par un citoyen ou son représentant auprès d’une personne en autorité à l’égard de son dossier ou de la qualité du service rendu à son égard (accessibilité, qualité de l’accueil, qualité de l’information et des documents disponibles, comportement du personnel, etc.).

AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

Exercice 2015-2016

Plaintes ²	Avril 2015	Mai 2015	Juin 2015	Juil. 2015	Août 2015	Sept. 2015	Oct. 2015	Nov. 2015	Déc. 2015	Jan. 2016	Fév. 2016	Mars 2016	Total
Traitement de dossier	160	180	156	190	140	134	137	134	131	123	170	191	1 846
Délais de traitement	82	97	121	106	65	66	49	36	41	37	49	40	789
Qualité des services	27	26	31	16	12	11	12	24	23	72	53	45	352
Relations avec la clientèle	14	15	13	22	12	14	10	7	10	19	8	19	163
Confidentialité	8	8	16	10	9	11	12	6	8	9	8	10	115
Accessibilité	2	4	4	3	2	1	3	9	0	14	9	15	66
Autres	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1
Total	293	330	341	347	241	237	223	216	213	274	297	320	3 332

² Une plainte est l’expression, verbale ou écrite, d’une insatisfaction par un citoyen ou son représentant auprès d’une personne en autorité à l’égard de son dossier ou de la qualité du service rendu à son égard (accessibilité, qualité de l’accueil, qualité de l’information et des documents disponibles, comportement du personnel, etc.).



QUESTION 216

Concernant la lutte contre la planification fiscale abusive, effectifs de la direction, budget, nombre de dossiers traités et montant récupéré.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 56.



QUESTION 217

Concernant le comité ACCES construction, effectifs, budget, et nombre d'interventions.

RÉPONSE

La réponse à cette question se trouve dans le cahier « Renseignements particuliers – Opposition officielle » sous la question 57.

**QUESTION 218**

Nombre total de chercheurs qui bénéficient du congé fiscal pour chercheur étranger et montant déboursé.

RÉPONSE

Chaque année, le ministère des Finances du Québec (MFQ), en collaboration avec Revenu Québec, publie le coût de l'ensemble des dépenses fiscales. La dernière version du document est disponible sur le site Internet du MFQ à l'adresse suivante :

http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/autres/fr/AUTFR_DepensesFiscales2016.pdf



QUESTION 219

Le nombre de corporations religieuses inscrites au registre des entreprises en vertu de la Loi sur les corporations religieuses pour les années 2003 à 2015, ventilé selon la dénomination religieuse.

RÉPONSE

Cette question ne relève pas de l'exercice de l'Étude des crédits.



QUESTION 220

Pour les années 2008 à 2016, la liste et le détail (incluant le nom) des corporations religieuses inscrites au registre des entreprises en vertu de la Loi sur les corporations religieuses et leur adresse.

RÉPONSE

Cette question ne relève pas de l’exercice de l’Étude des crédits.



QUESTION 221

Nombre de familles, par tranche de 5 000 \$ ayant un revenu familial net, selon la ligne 275 de la déclaration de revenus, de 50 000 \$ et plus en 2015.

RÉPONSE

Cette question ne relève pas de l’exercice de l’Étude des crédits.



QUESTION 222

Impact fiscal de l'incorporation des médecins au Québec par année depuis 2007 et nombre de médecins incorporés par année depuis 2007.

RÉPONSE

Présentement, il n'existe aucune statistique à Revenu Québec sur le nombre de médecins incorporés depuis 2007.

De plus, Revenu Québec n'a pas d'estimation de l'impact fiscal de l'incorporation des médecins au Québec.



QUESTION
SUPPLÉMENTAIRE

Il s'agit de la question numéro 1 de la Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition adressée au ministère des Finances du Québec.

- Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2015-2016 indiquer :
- La liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;
 - La liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;
 - Leur frais de déplacement, de repas de voyage et de représentation.

RÉPONSE

En date du 28 février 2017, la liste des membres du conseil d'administration de Revenu Québec est la suivante :

M. Florent Gagné	M ^{me} Diane Delisle
M. Pierre Roy	M. Marc Grandisson
M. Éric Ducharme	M. W. Robert Laurier
M ^{me} Carole Arav	M ^{me} Hélène Lee-Gosselin
M ^{me} Carmen Bernier	M ^{me} Karin Marks
M. Michel Bouchard	M ^{me} Denise Martin
M ^{me} Danièle Cantin	

Au 28 février 2017, deux postes étaient vacants. Les curriculum vitae des membres sont disponibles sur le site Internet du premier ministre du Québec dans la section nomination.

AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Les renouvellements, les nominations, les mandats échus et révolus

Renouvellement de mandat entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017

Aucun

Nomination entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017

Aucune

Mandats échus au 28 février 2017

M. W. Robert Laurier
Membre indépendant
Début du mandat : 30 mars 2011
Fin du mandat : 31 mars 2015

Mme Hélène Lee-Gosselin
Membre indépendant
Début du mandat : 30 mars 2011
Fin du mandat : 31 mars 2015

M. Pierre Roy
Membre indépendant
Début du mandat : 30 mars 2011
Fin du mandat : 31 mars 2015

M. Michel Bouchard
Membre indépendant
Début du mandat : 6 octobre 2011
Fin du mandat : 5 octobre 2015

Mme Carmen Bernier
Membre indépendant
Début du mandat : 19 décembre 2012
Fin du mandat : 18 décembre 2015

M. Florent Gagné
Membre indépendant
Début du mandat : 16 mars 2011
Fin du mandat : 15 mars 2016

M. Marc Grandisson
Membre non indépendant
Début du mandat : 21 novembre 2012
Fin du mandat : 20 novembre 2016

Mandats révolus entre le 1^{er} avril 2016 et le 28 février 2017

Aucun

AUDITION DE REVENU QUÉBEC 2017-2018

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D’OPPOSITION

Rémunération des membres indépendants au 28 février 2017

	RÉMUNÉRATION ANNUELLE DE BASE	RÉMUNÉRATION PAR PRÉSENCE AUX SÉANCES DU CA OU D’UN DE SES COMITÉS	PRÉSIDENCE D’UN DES COMITÉS
Président du CA	18 291 \$	857 \$	3 430 \$
Autres membres	9 146 \$	572 \$	3 430 \$

Aucune rémunération pour les membres non indépendants.

Frais de déplacement des membres du conseil d’administration (du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017)¹

	TRANSPORT	HÉBERGEMENT	REPRÉSENTATION	REPAS	GRAND TOTAL
Total	9 333 \$	3 633 \$	0 \$	536 \$	13 502 \$

¹ Ces montants représentent les dépenses encourues par les membres du conseil d’administration autres que le président-directeur général et couvrent la période du 1^{er} avril 2016 au 28 février 2017 (incluant l’équipe de soutien).

**QUESTION
SUPPLÉMENTAIRE**

Il s'agit de la question numéro 99 de la Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition adressée au MSSS.

Montants versés en crédit d'impôt pour la fécondation in vitro au cours de l'année 2016-2017.

RÉPONSE

Chaque année, le ministère des Finances du Québec (MFQ), en collaboration avec Revenu Québec, publie le coût de l'ensemble des dépenses fiscales. La dernière version du document est disponible sur le site Internet du MFQ à l'adresse suivante :

http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/autres/fr/AUTFR_DepensesFiscales2016.pdf

**QUESTION
SUPPLÉMENTAIRE**

Il s'agit de la question numéro 320 de la Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition adressée au MSSS.

Concernant la fin de la couverture publique des traitements de fécondation In Vitro :

- nombre de couples qui ont demandé un crédit d'impôt pour le traitement de l'infertilité en 2015, 2016 et 2017.

RÉPONSE

Chaque année, le ministère des Finances du Québec (MFQ), en collaboration avec Revenu Québec, publie le coût de l'ensemble des dépenses fiscales. La dernière version du document est disponible sur le site Internet du MFQ à l'adresse suivante :

http://www.finances.gouv.qc.ca/documents/autres/fr/AUTFR_DepensesFiscales2016.pdf

**QUESTION
SUPPLÉMENTAIRE**

Il s'agit de la question numéro 111 de la Demande de renseignements particuliers du deuxième groupe d'opposition adressée au CSPQ.

Détails du projet UGO, ressources consacrées depuis 2010.

RÉPONSE

- En raison de son statut d'agence autonome, Revenu Québec doit assumer des responsabilités administratives qui relevaient auparavant des organismes centraux.
- La solution gouvernementale SAGIR n'est pas en mesure de répondre aux nouveaux besoins de Revenu Québec.
- En conséquence, une proposition d'adaptation de SAGIR dans un environnement distinct propre à Revenu Québec a été retenue pour la gestion des ressources financières et matérielles de l'organisation (projet UGO).
- Revenu Québec a privilégié une solution permettant de préserver au maximum les investissements réalisés depuis le début de l'implantation de SAGIR ainsi que le partenariat établi avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ).
- Le système UGO a été implanté avec succès le 28 avril 2014, et la dernière livraison prévue dans le cadre du projet a été réalisée le 24 novembre 2014.
- Le coût d'implantation du projet facturé à Revenu Québec par le CSPQ s'est élevé à 10,5 M\$.